

**Gender Empowerment and Development (GeED)
Solidarité pour la promotion des droits de l'Homme et des peuples
(PRODHOP)
Centre for Civil and Political Rights (CCPR Centre)**

Respect des Droits Civils et Politiques au Cameroun : Les Nations Unies sérieusement préoccupées.

Genève, 21 juillet 2010 – Les 19 et 20 juillet 2010, durant sa 99^{ème} session, le *Comité des Droits de l'Homme de l'ONU* a examiné la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques au Cameroun. Cet examen périodique était le quatrième, le précédent datant de 1999.

Solidarité pour la promotion des droits de l'Homme et des peuples (PRODHOP), Gender Empowerment and Development (GeED) et le Centre pour les Droits Civils et Politiques (Centre CCPR) ont saisi l'occasion de soumettre un rapport sur la situation des droits de l'Homme au Cameroun.

Ce rapport met en évidence que les violations de la liberté d'expression ainsi que les discriminations sont répandues. Le Comité a notamment exprimé de sérieuses inquiétudes quant aux lois qui criminalisent l'homosexualité. « L'interdiction de l'homosexualité au Cameroun n'est pas l'interdiction d'une activité, mais la prohibition d'une identité. Ainsi, c'est le pacte dans son intégralité qui est défié par cette question. Le principe d'universalité est sapé. », a conclu le Comité.

De plus, le Comité a exprimé à plusieurs reprises ses préoccupations concernant l'indépendance d'*Election Cameroon (ELECAM)*, organe chargé de l'organisation et du contrôle des élections au Cameroun. « Lors des prochaines élections, ELECAM devrait être remplacé par une organisation indépendante » a déclaré Maximilienne Ngo Mbe, représentante de PRODHOP.

En outre, le Comité a relevé les progrès qu'il restait à accomplir au sujet des droits de la femme, ainsi que l'importance de l'adoption rapide du projet concernant le Code de la famille. Tilder Ndichia, représentante de GeED, insiste sur la nécessité de lois anti-discrimination : « Le Code de la famille, qui s'oppose aux discriminations faites aux femmes, doit être adopté dès que possible, étant donné que la femme Camerounaise vit dans une situation très défavorable tant au niveau légal qu'au quotidien. »

Enfin, le Comité des Droits de l'Homme a insisté maintes fois sur le droit de jouir de la liberté d'association et d'expression qui restent sources d'inquiétude. Les associations Camerounaises ont identifié plusieurs restrictions à ces droits durant ces derniers mois qui illustrent clairement les dérives actuelles. Plusieurs journalistes sont détenus au Cameroun et les représentants gouvernementaux utilisent des lois de diffamation strictes pour supprimer toute critique. La sécurité des défenseurs des droits de l'Homme est aussi une préoccupation importante de la société civile.

Les conclusions et les recommandations du Comité des Droits de l'Homme seront rendues publiques à la fin de la session. Le Cameroun devra mettre en œuvre ces recommandations aussi rapidement que possible pour se conformer à ses obligations internationales.

Le rapport se trouve sur notre site

http://www.ccprcentre.org/doc/HRC/Cameroon/NGO%20Information/Report_bilingual_final_Cameroon.pdf

Contact :

PRODHOP : Maximilienne Ngo Mbe, mbe_max@yahoo.fr

GeED : Tilder Kumichi, genderdevelop@yahoo.co.uk

CCPR Centre : Patrick Mutzenberg, pmutzenberg@ccprcentre.org